

Merci pour ce matraquage fiscal!

Excès de politesse ne nuit pas, même en matière fiscale. A condition que la civilité ne confine pas au cynisme... La hausse de l'impôt sur le revenu a contribué à sortir le pays d'une « situation très dangereuse » assure ainsi Michel Sapin qui ajoute, grand seigneur (saigneur ?) : « Les Français peuvent en être remerciés. » En retour, le ministre des Finances, membre d'un

gouvernement qui aura alourdi les impôts des ménages de 50 milliards d'euros, attend sans doute de ses aimables contribuables une pluie de louanges...

Merci donc d'avoir offert à la France le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé de l'Union européenne, devant le Danemark. Comment imaginer que ce matraquage mémorable, lancé c'est vrai par la majorité précédente,

soit sans conséquence sur la croissance, anémiée pour longtemps? Merci aussi de n'avoir pas couplé ce pilonnage jamais vu avec une maîtrise rigoureuse de la dépense publique, Paris se rapprochant d'Helsinki, capitale de l'Etat le plus dépensier du monde occidental. Dans un contexte de taux d'intérêt très favorable, cette contre-performance rend l'assainissement revendiqué par

l'exécutif au mieux fragile, au pire illusoire si ce n'est mensonger.

Merci encore d'avoir concentré l'effort sur les classes moyennes et supérieures, au prétexte - fallacieux - d'un impôt sur le revenu peu progressif. Davantage qu'alimenter le ras-le-bol fiscal, ce ciblage électoraliste a abîmé le consentement à l'impôt et miné la confiance dans un Etat providence

devenu impotent au moment même où la guerre contre le terrorisme nécessite réaction et efficacité. Et merci enfin d'avoir cassé, par cette politique de griboille, le moteur franco-allemand et ruiné notre crédit à Bruxelles. Nos efforts ont payé, insiste le ministre. Trop poli pour être crédible. Rémi Godeau

@remigodeau

Alerte: l'économie française enregistre une croissance zéro pour la deuxième fois en cinq trimestres. Le manque de confiance en l'avenir plombe consommation et investissement

Croissance: les 7 plaies de la France

Panne

Après un début d'année dynamique, l'économie française a marqué un brusque coup d'arrêt au deuxième trimestre en enregistrant une croissance 0%. Le PIB a même légèrement reculé, passant de 529,57 à 529,35 milliards d'euros entre mars et juin. Traditionnel pilier de la croissance, la consommation des ménages est à l'arrêt (0%). L'investissement des entreprises qui était bien reparti recule pour la première fois depuis début 2014. Le commerce extérieur ne s'améliore que du fait d'une chute des importations alors que les exportations restent atones.

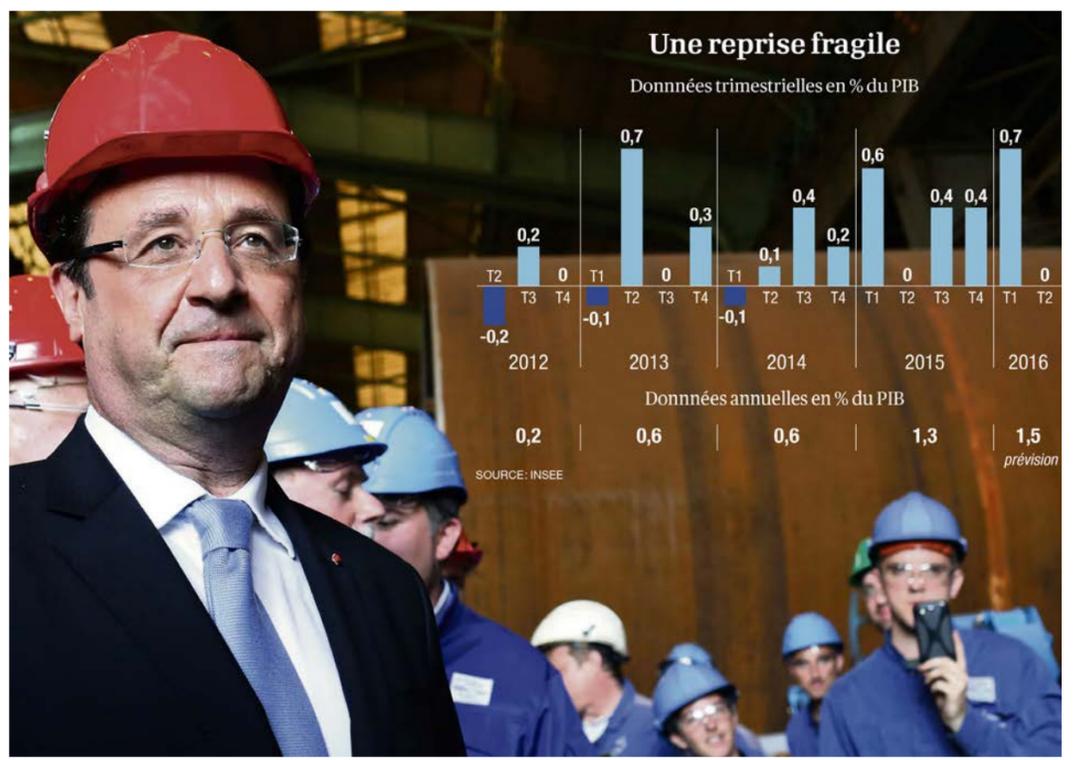
Raphaël Legendre

LA CROISSANCE FRANÇAISE hoquette. Si le coup d'arrêt au deuxième trimestre, identique à celui qu'a connu le pays au deuxième trimestre 2015, s'assimile davantage à un à-coup qu'à une tendance durable, il est la preuve que la France peine à rallumer les moteurs de sa croissance. Des moteurs entrassés par une fiscalité qui l'étouffe, elle-même résultante d'une dépense publique toujours plus gourmande. Cette chape de plomb publique n'incite ni les ménages ni les entreprises à consommer ou à investir. D'autant moins incitatif que l'environnement mondial, peu porteur, pèse de plus en plus sur nos exportations. Passage

en revue des sept causes de cette panne française.

1. Une fiscalité du travail trop lourde

Comment la consommation peut-elle flancher alors que les salariés français sont au cinquième rang des mieux payés d'Europe (56 246 euros de revenus annuels en moyenne)? Peut-être parce qu'après avoir réglé ses charges sociales, son impôt sur le revenu et sa TVA, le salarié français moyen, célibataire et sans enfant, ne dispose plus que de 23 889 euros de pouvoir d'achat réel (11^e rang de l'UE). Selon l'Institut d'Études Molinari (IEM),



qui se base sur les calculs du cabinet de conseil EY, les charges publiques lui ôtent en effet 32 358 euros de pouvoir d'achat, soit un niveau de taxation de 57,53%. « À elles seules, les charges sociales (28 223 euros, 1^{er} rang de l'UE) représentent plus que le pouvoir d'achat réel, situation unique dans l'UE », souligne l'IEM, qui assure que les salariés français sont devenus cette année les plus taxés d'Europe. Transcrits sur un calendrier, cela signifie que le fameux « jour de libération fiscale », à partir duquel le salarié

cesse de travailler pour la communauté, est arrivé cette année vendredi dernier, le 29 juillet.

2. Une imposition des entreprises handicapante

Les salariés français ne sont pas les seuls à être les plus taxés d'Europe. En dépit des 40 milliards d'euros de baisse de charges du pacte de responsabilité, les entreprises françaises le sont aussi. Leur taux moyen d'imposition effectif est resté stable l'année dernière, à 38,3%. C'est

le plus élevé de l'Union européenne. Il est bien supérieur à celui de concurrents tels que l'Espagne (32,9% en 2015), l'Allemagne (28,2%), l'Italie (23,8%) ou le Royaume-Uni (21,5%). « Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'une forte imposition des revenus des entreprises augmente le coût du capital et décourage les investissements », a fait savoir la Commission européenne dans ses recommandations à la France en début d'année. Une surfiscalité à laquelle

●●● Page 2

Nicolas Sarkozy a loué son QG de campagne (à l'ombre de la Tour Eiffel)

Exclusif

NICOLAS SARKOZY va se rapprocher de... Jacques Chirac. C'est en effet derrière le musée du Quai Branly, si cher à son prédécesseur à l'Élysée, que l'ancien Président devrait installer son QG de campagne. Selon nos informations, l'Association de soutien à Nicolas Sarkozy, réactivée en 2014, et agréée en février comme organe de financement d'une éventuelle campagne électorale, vient de signer un bail pour louer des locaux situés 209, rue de l'Université, dans le 7^e arrondissement de Paris, à deux pas de

la Tour Eiffel. Les lieux qui appartiennent à la Foncière de Paris ont été visités par le préfet Michel Gaudin, directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, par des représentants des services de sécurité et par les communicants du futur candidat à la primaire des Républicains. Ils sont disponibles immédiatement.

Signe de la confiance de l'ancien président de la République quant au résultat de la primaire de novembre, le bail aurait été signé pour une période courant jusqu'en... mai 2017. Ce choix marque un certain embourgeoisement : en janvier 2007, le candidat Sarkozy, alors

ministre de l'Intérieur, avait installé ses équipes rue d'Enghien, dans le populaire 10^e arrondissement. Et en février 2012, le Président sortant avait choisi la rue de la Convention dans le 15^e arrondissement,

relevant qu'il s'agissait d'un vrai quartier, vivant, de classes moyennes, avec des familles et des commerçants. Une pique alors destinée à son concurrent François Hollande qui avait choisi un

hôtel particulier de 1 000 mètres carrés, avenue de Ségur, au cœur du 7^e.

Ce choix élitiste ne lui avait pas nui! C'est peut-être pour cette raison que, il y a trois semaines, Julien Dray a visité lui aussi les locaux du 209, rue de l'Université, avec pour projet de les louer jusqu'en mai prochain. Était-ce pour en faire le QG de campagne de François Hollande? Contacté, il a démenti agir pour le compte du chef de l'Etat, assurant qu'il cherchait une surface pour y lancer une entreprise...

Renaud Belleville
et Nathalie Segauines

@renaudbelville @NSegaunes

Un été 2016. Les séries de l'Opinion

Jusqu'à fin août, l'Opinion offre à ses lecteurs ses séries d'été originales.

#Le guide des nouvelles haines

Cyril Hanouna - Arthur : qui se ressemble se déteste

#Les fachos 2016

Vona (Hongrie), admirateur de l'uniforme et de l'islam

#Dans l'ombre de Mao

par Claude Leblanc. Le premier sera le dernier

#L'Abécédaire de Kak

Les inédits du dessinateur de l'Opinion.

#Au fil des pages

Jean Montaldo :

« Si j'étais un titre? Le nain féroce »

#Quand la science dérape

en thriller par Stéphane Marchand.

Du nouveau sur le pet directionnel

du hareng

Pages 6 et 7

#Règlements de comptes au FN

par Béatrice Houchard. Notre fiction

politique de l'été sur le blog A Front

renversé du site lopinion.fr

Terrorisme: « La menace va continuer à monter »

Frédéric Gallois, ex-GIGN, et Gilles Sacaze, ex-DGSE, estiment qu'il faut sortir du déni face à l'islamisme radical Page 3

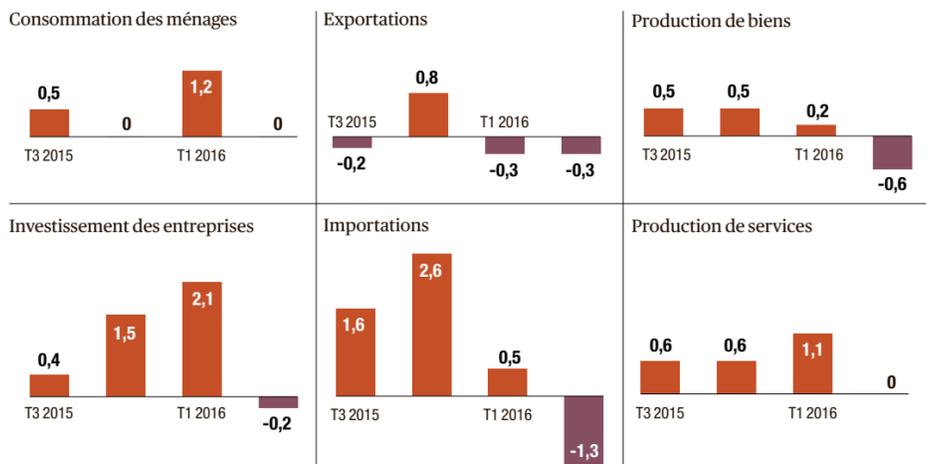
Eric Le Boucher: « Comment vaincre le populisme »

Une amélioration de la situation des perdants de la mondialisation permettrait d'éloigner la menace populiste Page 4

Clinton peine à s'imposer sur l'économie

La candidate démocrate cible les états américains à l'économie fragile pour reprendre la main sur son rival républicain Page 5

Un deuxième trimestre très décevant



Note : Variations trimestrielles en %

SOURCE: INSEE

« C'est clairement une mauvaise surprise »

ENTRE UN « À-COUP TRIMESTRIEL » et un « changement durable de comportement des ménages », Vladimir Passeron, le chef du département de la conjoncture à l'Insee, hésite.

L'arrêt de la croissance au deuxième trimestre est-il une surprise ?

C'est clairement une mauvaise surprise. Nous avions prévu un ralentissement des dépenses des ménages par rapport au premier trimestre qui avait bénéficié de facteurs exceptionnels de soutien, comme les achats massifs de téléviseurs en anticipation du changement de standard de la TNT ou les ventes de billets pour l'Euro 2016. Mais nous n'avions pas anticipé le recul sur les dépenses de services. Je pense notamment au secteur de l'hébergement et de la restauration, le plus important des services marchands, qui était sur une tendance positive depuis plusieurs trimestres et qui se replie au deuxième trimestre.

Un effet des manifestations violentes au printemps ? Un contrecoup des attentats ?

Nous ne sommes pas encore en mesure d'expliquer cette inflexion. Nous ne savons pas s'il s'agit d'un à-coup trimestriel, comme ça peut arriver, ou s'il s'agit d'un changement durable de comportement des ménages. Nous ne savons pas non plus si ce recul vient des ménages ou des touristes non-résidents. Nous savons simplement que le ralentissement s'est surtout fait sur avril et mai. Extrapolé, le mois de juin ne sera connu qu'à la fin août. Avec l'Euro 2016, peut-être le redressement en juin s'avèrera-t-il plus fort qu'attendu.

L'investissement chute pour la première fois depuis le début 2014...

Nous avons anticipé le contrecoup observé sur l'investissement en biens des entreprises, après le rebond provoqué par le dynamisme exceptionnel des achats de véhicules de sociétés et pour les biens d'équipement, par la mesure de suramortissement. Nous avions aussi anticipé le ralentissement constaté dans la construction. Mais le repli de l'investissement en services est une surprise. C'est une première depuis 2013. Ce phénomène est d'autant plus étonnant qu'il s'inscrit dans un contexte d'amélioration du climat des affaires, notamment dans les services. Nous restons cependant sur des niveaux assez élevés d'investissement.

Les grèves ont-elles pesé sur la croissance ?

Les mouvements sociaux ont impacté la production du secteur cokéfaction/raffinage. Nous avions prévu une baisse de 9%, elle est en réalité de 14%. Au final, la production industrielle baisse d'un point, ce qui pèse sur le PIB pour environ 0,2 point. Là aussi, nous allons chercher à distinguer ce qui relève de l'à-coup d'un mouvement plus durable.

Est-il possible de quantifier le coût des grèves ?

C'est difficile. Il faudrait pour cela disposer de tous les indices mensuels, aller chercher les indicateurs les plus fins pour identifier une inflexion au moment des mouvements sociaux. Nous ne disposons pas de ces données pour l'instant. Notre sentiment jusqu'alors est que l'impact aurait été limité au regard de grèves précédentes qui avaient touché bien plus intensément le transport collectif.

Comment se porte le commerce extérieur ?

Les exportations sont à nouveau en recul malgré la livraison de *L'Harmony of the sea* (le plus gros paquebot du monde livré mi-mai)

« Nos exportations sont atones au premier semestre. Reste à savoir pourquoi. Est-ce un à-coup ? Un effet de demande mondiale faible ? Un effet de compétitivité ? Cette question est cruciale pour le second semestre »

et d'un des deux Mistral (bâtiments militaires livrés à l'Égypte). Nos exportations sont atones au premier semestre. Reste à savoir pourquoi. Est-ce un à-coup ? Un effet de demande mondiale faible ? Un effet de compétitivité ? Cette question est cruciale pour le second semestre. Seule certitude, l'acquis de croissance pour 2016 sur les exportations est seulement de 0,6% à mi-année, alors que nous avons enregistré +6% en 2015.

Allez-vous réviser la perspective de croissance pour 2016 ?

Il faudra dans un premier temps déterminer si ces mauvaises surprises sont ponctuelles ou durables. Mieux orientés qu'il y a un an, le climat des affaires et la confiance des ménages devraient offrir une croissance sous-jacente de 0,3% à 0,4%. Mais nous avons depuis juin un contexte particulier avec le Brexit et les attentats. Il faudra donc regarder de près les prochaines enquêtes sur ces indicateurs de confiance. A contrario, si l'effet des grèves a été plus fort que ce que l'on croyait au deuxième trimestre, il pourrait y avoir par retour à la normale une croissance plus forte que prévue au troisième trimestre.

●●● Suite de la page 1

s'ajoutent une complexité et une instabilité qui ne favorisent pas la confiance. La récente décision présidentielle de modifier unilatéralement la dernière tranche du pacte de responsabilité pour transformer la suppression d'une taxe sur le chiffre d'affaires (C3S) en un renforcement du CICE, ne va pas aider à rétablir cette confiance.

3. Des dépenses publiques records

En dépit des déclarations sur les baisses de charges pour les entreprises et les baisses d'impôts sur les ménages, la France reste donc le pays de l'hyper-fiscalité. Si près d'un euro sur deux de richesse créé dans le pays (44,5% de prélèvements obligatoires) part dans les poches de l'État, de la sécurité sociale ou dans les collectivités locales, c'est pour financer une dépense publique davantage maîtrisée mais en constante augmentation (une vingtaine de milliards d'euros en plus chaque année, pour un total de 1243 milliards d'euros en 2015). Principaux champs épinglés par Bruxelles : les retraites, parmi les plus généreuses d'Europe, et la politique du logement qui coûte 45 milliards d'euros pour des résultats médiocres. La France est aujourd'hui vice-championne d'Europe de la dépense, derrière la Finlande. La différence, c'est qu'Helsinki a lancé cette année un programme de réduction des dépenses publiques destiné à financer la baisse des charges patronales. En France, le gouvernement a annoncé l'abandon du plan de 50 milliards d'économies après les nombreuses mesures nouvelles de dépenses de François Hollande, qui pourraient dépasser les 10 milliards d'euros l'année prochaine.

4. La consommation des ménages à la peine

« On sait que la croissance française repose beaucoup sur la consommation des ménages. Mais cet environnement de prélèvements élevés, couplé au manque de réformes économiques et dans une situation internationale incertaine pose la question de la confiance », commente Olivier Chemla, chef économiste de l'Afep. L'Insee a revu à la baisse la consommation au mois de mai (de -0,7% à -0,8%), le mois de juin n'a pas été meilleur (-0,8%). Est-ce le contrecoup des grèves et des manifestations parfois violentes au printemps ? Les recettes liées à l'hébergement et la restauration, le plus important des secteurs marchands, ont en tout cas reculé (-0,2%) pour la première fois depuis le premier trimestre 2014. Les attentats de Nice et de Normandie, dont l'impact éventuel sera comptabilisé dans le troisième trimestre, pourraient transformer cet à-coup en dynamique plus durable. Reste qu'au final, malgré le coup d'arrêt du deuxième trimestre, la consommation des ménages a progressé autant en six mois que sur l'ensemble de l'année 2015 (+1,5%).

5. L'investissement repart à la baisse

Chez les entreprises, il s'affiche pour la première fois à la baisse depuis le premier trimestre 2014. « C'est un vrai souci alors que les indicateurs laissaient espérer une reprise forte », indique Philippe Waechter, chef économiste chez Natixis AM. Au deuxième trimestre 2015 aussi, l'investissement avait marqué le pas en retombant en territoire négatif. La mesure de suramortissement annoncée par le gouvernement avait permis de relancer la machine. Les dépenses d'investissements des entreprises avaient bondi 2,1% au premier trimestre 2016, avant de reculer 0,2% au deuxième. L'annonce récente d'une prolongation du dispositif jusqu'à la fin 2017 devrait laisser présager d'un retour à la hausse. Mais il faut pour cela une béquille qui coûte chaque année quelque 400 millions d'euros à l'État. « Comme pour la consommation des ménages, ce coup d'arrêt illustre l'incapacité des acteurs économiques à se projeter dans l'avenir. C'est problématique », conclut Philippe Waechter.

6. Le chômage toujours très haut

La croissance ne repart pas franchement aussi parce que près 10% de la population française reste au chômage. Malgré les nombreuses mesures annoncées par le gouvernement (prolongation de la prime à l'embauche pour les PME, plan formation pour 500 000 chômeurs, généralisation de la garantie jeunes...), l'embellie observée en début d'année sur le front de l'emploi n'a pas survécu au printemps. Depuis le mois de mai, le nombre de chômeur sans aucune activité (catégorie A) est reparti à la hausse. Ils étaient 3 580 500 en France métropolitaine fin 2015. Ils sont toujours 3 525 700 fin juin 2016, soit 582 500 de plus qu'en juin 2012. Toutes catégories confondues, on arrive à 5 434 600 inscrits fin juin (hors Dom) contre 5 473 000 fin décembre 2015.

7. Le commerce extérieur reste le maillon faible

Depuis 2000, la France a perdu 35% de ses parts de marchés à l'international. Et 2016 ne devrait pas marquer d'inflexion. L'Insee tablait sur un net rebond (+0,9%) des exportations au deuxième trimestre, elles ont une nouvelle fois reculé de 0,3 point, comme au premier trimestre, soit une baisse de 0,6 point sur l'année. Un résultat d'autant plus étonnant qu'il s'inscrit dans un environnement marqué par la signature de très gros contrats pour les chantiers navals. L'embellie de 2015 n'a pas duré. Le commerce extérieur, qui n'a contribué que deux fois positivement au PIB en 2001 et en 2012, reste encore et toujours le maillon faible du pays.

@LEGENRA



« Les mouvements sociaux ont impacté la production du secteur cokéfaction/raffinage. Nous avions prévu une baisse de 9%, elle est en réalité de 14% », analyse Vladimir Passeron.

La décision d'une baisse d'impôt en 2017 reportée à la rentrée

LE PRÉSIDENT L'A ANNONCÉ AU PRINTEMPS : l'impôt des plus modestes devrait baisser l'année prochaine. « À la condition bien sûr que nous ayons des marges de manœuvre », a tout de suite prévenu François Hollande, ajoutant que « pour en déterminer le montant et les modalités, ce sera à l'été parce que je ne veux pas promettre ce que je n'ai pas encore reçu par la croissance et par nos économies ». Fin juin, le chef de l'État a placé le curseur : il faudra pour y arriver réaliser au moins 1,7% de croissance, et la baisse ne pourra dépasser 2 milliards d'euros.

1,7% de croissance en 2017 ? Ce sera difficile. Seule la Commission européenne prévoit une telle progression pour la France. Le FMI a abaissé sa prévision de 1,5% à 1,25% après le Brexit, et l'OCDE n'anticipe, comme Bercy, pas plus de 1,5%.

Interrogé dans *le Journal du Dimanche*, Michel Sapin a d'ailleurs appelé à la prudence. « Compte tenu des derniers chiffres et des interrogations sur le Brexit, le chiffre de 1,5% de croissance pour 2017 paraît être le plus sérieux. Si nous étions au-delà, il y aurait une possibilité de redistribuer le surcroît de croissance. Il n'est pas possible aujourd'hui d'en préjuger. »

Du côté de l'Élysée, on indique que l'arbitrage présidentiel tombera « avant la rentrée ». « Nous allons attendre l'hypothèse de croissance pour 2017 » qui sera inscrite dans le projet de loi de finances, confie un proche de François Hollande. Les indicateurs conjoncturels détaillés de l'Insee pour le mois de juin tomberont fin août. S'ils sont mauvais, la piste d'une baisse de la CSG pour les retraités actuellement étudiée pourrait être écartée.

Prélèvement à la source. En attendant, le gouvernement avance sur le prélèvement à la source. Les dernières craintes sur la confidentia-

lité des salariés vis-à-vis de leur employeur ont été levées. Au second semestre 2017, l'administration communiquera aux employeurs le taux de prélèvement de chacun de leurs salariés, calculé sur la base de leur impôt 2016. Le contribuable connaîtra également ce taux puisqu'il sera imprimé sur son avis d'imposition adressé à l'été 2017.

Pour les salariés dont le conjoint gagne beaucoup mieux sa vie, il sera possible de répartir la charge fiscale au sein du couple en adaptant le taux à chacun. Pour les salariés disposant de revenus annexes et ne souhaitant pas le dévoiler à leur employeur, comme des revenus fonciers, il sera possible de choisir un taux standard, calculé sur le montant des revenus du travail, et de payer chaque mois la différence directement auprès du Trésor public.

Le taux d'imposition s'appliquera chaque mois : si les revenus augmentent, le taux augmente. Inversement si les revenus diminuent, il diminue dans la même proportion.

« Les indépendants et les bénéficiaires de revenus fonciers paieront leur impôt sur le revenu via des acomptes calculés par l'administration », précise Bercy. En cas de variation des revenus, « ces acomptes pourront être actualisés à l'initiative du contribuable en cours d'année ».

Enfin, pas d'année blanche : le ministère des Finances prévient que les revenus exceptionnels, comme les plus-values mobilières ou immobilières, réalisées en 2017, seront bien imposés en 2018. À l'inverse, les crédits d'impôt, acquis au titre de 2017 sont aussi maintenus et seront versés au moment du solde de l'impôt, à la fin de l'été 2018. Après plusieurs tentatives avortées depuis l'après-guerre, le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu semble sur de bons rails.

R.L.

Interview R.L.

Pour Gilles Sacaze et Frédéric Gallois, de la société de sécurité Gallice, le niveau de la menace va continuer d'augmenter en France

Terrorisme : « Il faut d'urgence remettre à niveau la réserve »

Islamisme radical

Cofondateurs de Gallice, Gilles Sacaze, ancien du service action de la DGSE, et Frédéric Gallois, ex-commandant du GIGN, estiment que **les autorités doivent faire sauter des dogmes dans la lutte contre le terrorisme islamique** et ne plus se cacher derrière le seul renseignement.

Interview Pascal Airault

Les récents attentats en France ont provoqué le décès de plus de 200 personnes. La réponse des autorités contre le terrorisme islamique est-elle à la hauteur de la menace encourue ?

Gilles Sacaze : Nos responsables sont assez informés pour comprendre les enjeux sécuritaires, mais certains ne veulent pas désigner l'ennemi. Celui-ci n'est pas le terrorisme, mais l'islamisme radical. L'état d'urgence est une mesure ponctuelle pour faire face à une situation exceptionnelle. Elle doit nous donner le temps d'appréhender la menace et de mettre en œuvre les politiques pour y faire face. Or, depuis le début de l'année, les autorités n'ont pas fait évoluer l'outil de lutte au-delà d'ajustements opérationnels. Il faut faire sauter des dogmes en termes de représentations et ne plus se cacher derrière le seul renseignement. Celui-ci ne sert à rien s'il n'est pas suivi d'actions de neutralisation. Dans la lutte contre le terrorisme islamique, la France s'est donné les moyens d'intervenir à l'étranger (au Sahel, en Irak et ailleurs) pour éliminer la menace des djihadistes. Mais elle s'interdit de le faire sur le sol national ou européen. Il faut aussi mettre en œuvre une stratégie pour discréditer l'ennemi, pour le couper de son vivier. Nous devons contrer plus radicalement sa propagande et tarir ses sources de financement. Nous devons en parallèle redonner du rêve et des valeurs à tous nos jeunes. La bataille est avant tout culturelle...

Frédéric Gallois : Le niveau de la menace va continuer à monter en France. La capacité de résilience de la population montre déjà ses limites et l'Etat islamique fragilise la cohésion sociale du pays. C'est donc une question de stratégie politique. Droite et gauche ont commis des erreurs d'anticipation de la menace depuis plus de vingt ans et menti aux Français. Les dirigeants politiques successifs ont utilisé un discours rassurant pour réduire les budgets de la police, de la défense et de la justice. Cela s'est notamment traduit par la fin du service

« La France s'est donné les moyens d'intervenir à l'étranger pour éliminer la menace des djihadistes, mais elle s'interdit de le faire sur le sol national ou européen. Il faut mettre en œuvre une stratégie pour discréditer l'ennemi, pour le couper de son vivier »

militaire et de la défense opérationnelle du territoire (DOT). Cette dernière permettait de mobiliser les conscrits puis les réservistes pour déclencher des opérations de protection et de secours. Il faut remettre à niveau la réserve tombée à 28 000 hommes au sein du ministère de la Défense, contre 150 000 autrefois avec les conscrits. Je pense qu'il est aussi urgent de réaliser régulièrement une analyse stratégique de la menace, comme le fait la CIA au Etats-Unis chaque année.

GS : Les politiques ont été dans le déni. Les services algériens nous alertaient à la DGSE dès 1996 sur les jeunes de quartiers qui avaient des liens avec les combattants du Groupe islamique armé [NDLR : le GIA, composé essentiellement d'Algériens qui avaient fait leurs armes en Afghanistan et en Bosnie Bosnie-Herzégovine]. Qu'ont-ils fait de ces informations ? Rien. Cela perturbait la vision angélique de la société, d'une unité nationale de façade incarnée par la France black-blanc-beur. Khaled Kelkal [NDLR : le responsable de l'attentat du RER Saint-Michel, en 1995], c'était déjà Mohammed Merah.

Beaucoup pensent que la fusion en 2008 de la Direction de surveillance du territoire (DST) et des Renseignements généraux, voulue par Nicolas Sarkozy, était une erreur...

GG : L'affichage politique consiste à dire qu'en fusionnant les services de renseignement, on devient plus efficace. C'est un leurre. La preuve, les autorités sont en train de recréer une direction du renseignement territorial avec des compétences similaires au RG. Chaque service de renseignement possède ses spécificités (territoire, mode d'action...). Il faut les conserver et développer des synergies entre services. Il faut aussi conserver la spécificité des différentes forces d'intervention (GIGN, Raid, BRI...) et développer les appuis mutuels qui étaient limités pour des questions administratives ou de compétence territoriale. Espérons que les candidats ne remettent pas sur la table cette question des fusions lors de la campagne présidentielle de 2017...

Vous préconisez le recours au privé dans la gestion de la sécurisation des sites sensibles et des manifestations publiques...

FG : Les capacités de l'Etat sont employées à leur maximum dans un engagement total que l'on aura du mal à augmenter en raison des contraintes budgétaires. Le recrutement et la formation des forces de sécurité prennent des années. On peut rapidement trouver des marges de manœuvre en renforçant la réserve, les polices municipales, les moyens de vidéosurveillance des villes. Les collectivités locales et les entreprises ont aussi vocation à financer leur propre sécurité.

GS : Je suis jacobin. La priorité doit être de renforcer les moyens de l'Etat. Mais l'Etat a ses limites. Les centres de formation de la police sont surchargés. Il faut déléguer une part de la formation et de la protection au privé. Les autorités ont déjà eu recours au privé pour assurer la sécurité des navires français en proie aux pirates, pour assurer le transport de fonds. Le privé offre aussi des garanties et des solutions intéressantes pour sécuriser les manifestations sportives et culturelles.

Le modèle israélien est souvent évoqué. Est-il efficace ?

GS : Israël a réussi à décloisonner les mondes public et privé alors que la France entretient encore ce cloisonnement. Les questions de sécurité sont de la responsabilité de toute la société et pas seulement de l'Etat. Il faut la collaboration de tous les acteurs, notamment de proximité, pour détecter les signaux faibles des candidats aux attentats.

FG : Il faut tirer les leçons du Bataclan et de l'attentat de Nice. Deux militaires en armes devant le Bataclan n'auraient fait que deux victimes de plus. Par contre, si des agents de sécurité en civil et armés s'étaient trouvés à l'intérieur, cela aurait certainement permis d'atténuer le bilan. En Israël, le temps moyen de réaction à un acte terroriste est de 30 secondes, que l'intervention vienne d'un agent privé, d'un policier ou d'un militaire. Il faut aussi donner les moyens aux primo intervenants (policier municipal, gendarme, agent privé...), en service ou pas, d'agir rapidement. Ils doivent être armés et formés à la confrontation avec les djihadistes. Et donner enfin plus de souplesse aux autorités judiciaires pour faire de la prévention. Il n'est pas normal de ne pouvoir contrôler l'identité des passagers se trouvant dans un véhicule en dehors d'une infraction !

La prison est un des lieux de radicalisation. Est-on informé de ce qui se passe derrière les murs des centres pénitenciers ?

GS : Les prisons ont été abandonnées par l'Etat. Il faut redonner des moyens au bureau de renseignement pénitencier qui était jusqu'à peu un microservice.



« Les capacités de l'Etat sont employées à leur maximum dans un engagement total que l'on aura du mal à augmenter en raison des contraintes budgétaires », s'alarme **Frédéric Gallois** (en haut). « La priorité doit être de renforcer les moyens de l'Etat. Mais l'Etat a ses limites. Les centres de formation de la police sont surchargés », renchérit **Gilles Sacaze**.

Contrairement à beaucoup de responsables de droite, la présidente du FN ne réclame pas de nouvelle législation contre le terrorisme

Marine Le Pen veut apparaître en garante des libertés

Elysée

Parce qu'elle veut, pendant la campagne présidentielle de 2017, apparaître comme celle qui défend les libertés publiques et non celle qui les menace, Marine Le Pen joue une partition inattendue : **elle estime que les lois qui existent suffisent pour lutter contre le terrorisme**, et critique les responsables de droite qui s'interrogent sur l'Etat de droit.

Béatrice Houchard

PLUS LES TERRORISTES FRAPPENT, plus on aurait pu s'attendre à ce que Marine Le Pen se lance dans une surenchère sécuritaire. C'est tout le contraire qui se passe. Invitée vendredi soir de France 2 (la chaîne publique a d'abord diffusé un sujet taillant en pièces ses propositions, avant de l'inviter à détailler celles-ci...), la présidente du Front national a choisi une autre stratégie.

Sur la forme, d'abord. Après l'attentat de Nice, revenue le 16 juillet à Nanterre pour une conférence de presse au siège du FN, elle avait lu sa déclaration sur un ton martial, avec un débit de mitraillette. À la télévision, son pantalon blanc adoucissait l'impression mais, à la radio, l'intervention avait eu une tonalité anxiogène.

Rien de tel sur France 2 : sans élever le ton ni accélérer le rythme de ses phrases, Marine Le Pen a certes fustigé, c'était la formule du jour, « une gauche dans la simulation et une droite dans l'agitation », mais c'était pour tenter de leur opposer de l'apaisement. Contrairement à certains leaders de la droite, Nicolas Sarkozy en tête, désireux de « sortir du cadre juridique actuel », la présidente du Front national ne réclame pas de législation supplémentaire et encore moins une législation d'exception. Elle aime à répéter que « l'arsenal législatif est suffisant » pour lutter contre le terrorisme. « La solution passe par la volonté politique et par les lois que l'on aura la volonté de faire appliquer », avait-elle précisé le 27 juillet dans le quotidien catho-traditionnel *Présent*. La présidente du FN renvoie à une pré-

sumée « perte de sang-froid » de Nicolas Dupont-Aignan, pour qui « l'Etat de droit n'est pas un totem », alors même que le président de Debout la France pourrait être bien utile au Front national entre les deux tours de la présidentielle. Elle ajoute que « l'internement préventif des fichiers S est contraire à la Constitution ». Samedi, dans *Le Monde*, Manuel Valls n'a pas dit autre chose, alors que beaucoup de voix à droite réclament une telle mesure.

Reprise par l'exécutif. Depuis novembre, la présidente du Front national n'en finit pas de cocher ses propres propositions qui sont peu à peu reprises par l'exécutif, au moins dans le discours : de la déchéance de nationalité (finalement pas adoptée) à la création d'une garde nationale, aux mosquées à fermer, au budget militaire à augmenter, un peu aux frontières à surveiller et maintenant à la suspension du financement des mosquées par des puissances étrangères, que souhaite décider, « pour une période à déterminer », le Premier ministre. « Tout cela reste bien partiel et bien faible », réagit Florian Philippot, vice-président du Front national. Mais tout cela était inenvisageable il y a deux ans et, à gauche, certains doivent souffrir.

La tonalité de son intervention sur France 2 confirme en tout cas que Marine Le Pen veut apparaître, pour l'élection présidentielle, non comme celle qui menacerait les libertés publiques et l'Etat de droit, procès qui lui est régulièrement fait comme il fut intenté naguère à Jean-Marie Le Pen, mais comme celle qui en serait la garante. « Nous sommes les grands défenseurs des libertés, et j'espère pouvoir en convaincre chacun pendant la campagne présidentielle », déclarait-elle le 7 juin dans une interview à l'Opinion. Si les attentats successifs donnent du crédit à son discours, la présidente du FN sait aussi que certains électeurs hésiteront à ajouter le trouble que pourrait apporter son élection aux secousses qui agitent déjà le pays. Plus que jamais, elle pourrait donc résumer son slogan en empruntant à Jean-Paul II sa formule : « N'ayez pas peur. »

@beache3

Tribune libre

Jean-Louis Chambon

Regard (triste) sur la jeunesse

SI, COMME L'AFFIRMAIT Françoise Sagan, la jeunesse est la « seule génération raisonnable », alors, on ne peut qu'être troublé par son mal-être, son pessimisme accompagné d'une forme de fatalisme, particulièrement visible en Occident. Et la France ne fait pas exception, avec des accès de fièvre qui peuvent prendre, dans certaines circonstances, des allures de révoltes irrationnelles. Il y a en effet quelque chose de surréaliste à voir des lycéens de 16 ou 17 ans s'élever contre la loi El Khomri, qui menacerait selon eux leur vie professionnelle future, alors qu'ils en ignorent tout...

Les facteurs conjoncturels (crise, chômage, mondialisation) ne permettent pas de justifier cette souffrance : c'est bien plus, comme l'écrit Pierre Bentata dans *Des jeunes sans histoire*, essai sur le malaise occidental (Editions Libé-change), « le fait de vivre dans des sociétés libres et matures » où « la perception de la nécessité de lutter pour l'égalité des droits et la liberté s'est évaporée, où l'on n'a plus à défendre un mode de vie, à s'engager dans une action collective et à partager le même objectif ».

Le sentiment de déclin, la nostalgie, le repli national et culturel en sont l'expression la plus perceptible. Cette souffrance des jeunes occidentaux est aussi la conséquence d'une forme d'expérimentation, celle de la liberté de choisir vraiment « sa vie et son avenir ». Choisir reste une douleur car c'est avant tout renoncer. Le plus incompréhensible est que notre

jeunesse vit dans une zone de paix et d'épanouissement, l'Europe, « société idéale pour des millions de réfugiés, et qui reste le lieu le plus libre et le plus avancé dans l'Histoire ».

La jeunesse occidentale peut-elle retrouver un sens à sa vie et le chemin de son avenir en s'appropriant ce grand projet d'une refondation d'une Europe forte et unie ?

Il reste à cette jeunesse à comprendre qu'elle est à l'avant-garde du monde et que son avenir est entre ses mains. Aussi la vérité poétique et nostalgique d'Arthur Rimbaud - « On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans... » - semble devoir céder le pas à une jeunesse sans histoire qui peut-être l'est déjà trop (sérieuse).

Notre classe politique saura-t-elle convenir que ces deux priorités, la jeunesse et l'Europe, sont les seuls chemins pour survivre dans un « monde à l'envers » (comme l'illustrent les taux d'intérêt négatifs, la croissance nulle et le surendettement des Etats), où la France reste aveuglée pas ses tabous ?

Refuser de voir le monde tel qu'il est a pour conséquence d'entretenir un chômage structurel désespérant, un mammoth éducatif aussi inefficace qu'onéreux et le grand malaise de notre jeunesse.

Peut-on espérer des éléments de réponse pour les grands rendez-vous de 2017 ? L'avenir le dira.

Jean-Louis Chambon est président-fondateur du Cercle Turgot.

Deux établissements transalpin et irlandais n'ont pas résisté aux scénarios réalisés par l'Autorité bancaire européenne

L'Italie bonnet d'âne des stress tests bancaires

Moutons noirs

Les tests de résistance sur la capacité des plus grandes banques européennes à faire face à des chocs très défavorables ont montré la solidité des banques françaises, a assuré la Banque de France après la publication de leurs résultats. La banque italienne Monte dei Paschi, l'autrichienne Raiffeisen, l'espagnole Banco Popular, ainsi que deux des principales banques irlandaises, ont obtenu en revanche les plus mauvais résultats aux tests conduits sous l'égide de l'Autorité bancaire européenne auprès des 51 principaux groupes bancaires de l'Union européenne.

Renaud Belleville

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME, la France figure parmi les meilleurs élèves européens en matière bancaire. Et c'est même le mieux placé des grands pays. L'Italie en revanche récolte le bonnet d'âne de la série de tests réalisés par l'Autorité bancaire européenne pour vérifier la capacité des banques à résister à un choc économique de grande ampleur sur une durée de trois ans. Le pays dirigé par Matteo Renzi est en effet le seul à compter un établissement, parmi les 51 testés en Europe, dont le ratio de fonds propres tomberait en territoire négatif, à hauteur de 2,4 %, en cas de crise économique majeure.

Prenant les devants, **Monte dei Paschi di Siena**, la plus vieille banque du monde, l'estée de 27 milliards d'euros de créances douteuses, avait annoncé dès vendredi après-midi son intention de les céder à un tiers de leur valeur, à condition de trouver preneur. Parallèlement, l'institution toscane, âgée de plus de 540 ans, va lancer une augmentation de capital de 5 milliards d'euros. Une initiative qui rappelle celle d'octobre 2014, à l'issue des précédents stress tests. Cette situation à répétition pourrait décourager les investisseurs de continuer à déverser du cash dans ce tonneau des Danaïdes.

Autre établissement à n'avoir pas atteint le seuil minimum de fonds propres escompté par l'ABE, **Allied Irish Bank** peut cependant se targuer d'obtenir un ratio positif de 4,3 %, à une enclature du niveau de 4,5 % fixé par les autorités européennes. Mais l'Irlande peut être doublement montrée du doigt car une autre banque, **Bank of Ireland**, figure, avec un ratio de 6,1 %, parmi les cinq groupes qui se situent en dessous de la barre de 7 % en deçà de laquelle les obligations subordonnées émises pour renforcer leurs fonds propres doivent être dépréciées.

Parmi les grands établissements et les grands pays, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne font tous moins bien que la France. Avec **Commerzbank** (7,4 %) et **Deutsche Bank** (7,8 %), le pays d'Angela Merkel et du très exigeant Wolfgang Schäuble compte deux établissements parmi les 12 sur 51 en dessous du niveau de 8 % considéré comme confortable. L'Italie également avec, outre le mouton noir toscan, un de ses fleurons **Unicredit** (7,1 %). L'Espagne n'est pas beaucoup mieux lotie puisque l'établissement **Banco Popular** n'atteint que 6,6 % et **Criteria Caixa** 7,8 %. Quant à l'Angleterre, son unique mauvais élève, **Barclays** (7,3 %), fait moins bien que le dernier établissement tricolore **Société Générale** (7,5 %). La présence de la banque de La Défense dans la mauvaise partie du tableau n'a cependant pas empêché le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, de pousser un cocorico en saluant « la solidité et la capacité de résistance des banques françaises à des chocs sévères » grâce au renforcement de leurs fonds propres ces dernières années.

Les 51 banques testées verraient leurs fonds propres durs passer, en moyenne, de 12,6 % à 9,2 % en cas de déroulement du scénario de crise testé par l'ABE, soit une diminution de quelque 226 milliards d'euros. Mais, tout n'est pas noir pour l'Italie, puisqu'un de ses grands groupes, **Intesa SanPaolo**, figure parmi les meilleurs de la classe européenne avec un ratio qui se situerait alors à 10,2%. @renaudbellville

Think again
Eric Le Boucher



Vaincre le populisme par le haut

IL N'EST PAS, L'ÉTÉ, que des plaisirs culinaires et balnéaires. Il peut aussi y avoir des joies... politiques. En cette période de dénigrement généralisé des responsables du bien commun, il fait du bien à l'esprit d'écouter, de lire, de voir, des personnes dignes et nobles. On les a entendus d'Amérique, de la convention démocrate de Philadelphie, d'où l'on reçoit une magnifique leçon de grande politique. On rêverait d'avoir en France, sans doute même en Europe, des speechs d'un tel niveau de conviction, de largesse de vue, de profondeur historique et, au passage, de force virulente contre leur adversaire, le candidat républicain.

Dans la lutte contre le populisme que les modérés du monde dit naguère « libre » doivent reconsidérer d'urgence pour l'engager enfin sérieusement, on sait que les dénonciations du « mal », l'appel à la morale, les références au passé, sont illusoire. On sait aussi que les arguments factuels, les raisonnements articulés, n'ont pas de prise. Ce fut la démonstration de la campagne du Brexit : les experts sont déconsidérés d'office, car justement experts, c'est-à-dire achetés par les élites, les riches et tout ce qui représente les responsables présumés du malheur du peuple. Que des institutions britanniques, comme la Banque d'Angleterre, ou étrangères, comme le FMI, annoncent que l'économie anglaise souffrira d'un Brexit, n'est pas entendu. Pire, ces analyses sont renvoyées en boomerang comme la preuve de la collusion internationale des élites au service du fameux 1%. Déconsidération d'emblée.

Comment s'y prendre alors si l'objet de la conversation publique échappe sans débat, sans examen, sans regard même, au contrôle de la rationalité ? Les réponses pragmatiques à la désespérance des électeurs populistes, ne convainquent plus. Dire qu'il faut faire des efforts et des réformes ne percute pas.

Alors ? Alors les Obama mari et femme, les Clinton fille, mari, puis Hillary, mais aussi le vice-président Joe Biden, Michael Bloomberg, le général quatre étoiles John Allen, sans oublier Khizr Khan, avocat musulman dont le fils est mort en héros en Irak et dont l'intervention en a fait la vedette des médias amé-

l'étranger, s'entendent. « Le ressentiment, le blâme, la colère, la haine, ce n'est pas l'Amérique que je connais ».

Et Barack Obama ajoute l'habileté. « L'Amérique est déjà forte. Son pouvoir ne dépend pas d'un sauveur autoproclamé. Il vient des considérations immortelles imprimées, ici, à Philadelphie [ville de déclaration de l'Indépendance des Etats-Unis] il y a longtemps. Tous les hommes sont créés égaux et le peuple est uni. Voilà d'où vient la capacité d'écrire notre propre destin ». Et de conclure : « Ce n'est pas "yes he will", mais "yes we

Les démocrates, et tous les modérés, sont devant un défi : trouver des solutions concrètes pour améliorer le sort des perdants de la mondialisation

can ». L'Amérique n'est pas forte d'un sauveur mais de sa démocratie de citoyens engagés pour leurs valeurs.

Donald Trump a laissé libres les champs idéologiques traditionnels des Républicains. Les valeurs judéo-chrétiennes, la défense de la liberté et l'optimisme foncier qui donne foi dans l'avenir. Les Démocrates n'ont eu qu'à se servir dans ce réservoir à l'abandon : Michelle Obama l'a fait avec brio sur l'optimisme, Joe Biden sur les valeurs d'humilité et l'invité Michael Bloomberg (le milliardaire et ancien maire de New York est non partisan) sur l'honnêteté. David Brooks, éditorialiste du *New York Times*, tire la conclusion : les Démocrates ont gagné la bataille de l'été.

Les défenseurs du « Remain » en Grande-Bretagne auraient certainement dû s'engager sur ce même terrain de la défense des hautes valeurs. Pour dire que les Anglais partagent exactement les mêmes, au fond, que le reste des peuples du continent. Il a manqué ce discours optimiste et spirituel. Pour autant l'auraient-ils emporté ? Sans doute pas. Les mots émouvants, puissants et admirables sont nécessaires pour parler à ce qu'il y a de meilleurs chez les femmes et les hommes, pour que le rappel des belles valeurs les aspire vers le haut et les sortent de la facilité trumpéenne du dénigrement et de la haine. Mais ils ne suffisent pas, ils ne garantiront pas le résultat de novembre. La haute inspiration ne suffit pas à écraser la bassesse populiste.

Encore faut-il vaincre un autre obstacle. Le discours optimiste est contredit tous les jours par l'atroce actualité du monde : le terrorisme d'un côté, l'absence de sortie de crise pour une moitié de la population de l'autre. La peur, l'anxiété, l'anxiété gagnent du terrain : 82% des Américains estiment que leur pays est « sur le mauvais chemin ». L'optimisme de l'espoir ne peut vaincre le pessimisme des populations que s'il s'accompagne de résultats.

Les démocrates, et tous les modérés, sont devant un défi : trouver des solutions concrètes pour améliorer le sort des perdants de la mondialisation. Point ne sert de leur promettre que « globalement ça va mieux », qu'ils doivent s'adapter, que l'immigration est bénéfique à long terme puisque, pour eux, cela ne va pas mieux, les efforts ne sont pas partagés par les élites et que l'immigration pose d'immenses problèmes.

Hillary Clinton a un premier handicap : montrer qu'elle n'est pas là depuis vingt ans à des gens qui veulent des responsables nouveaux et des solutions nouvelles. Elle en a un second : trouver un ensemble de réformes radicales qui répondent à l'anxiété des classes moyennes. C'est la difficulté des modérés : il leur faut être très radicaux tout en restant pragmatiques, humbles et réalistes. Des réformes révolutionnaires. Yes we can. But we can do what?

@EricLeBoucher

Profitez des analyses libérales de **l'Opinion** et de la vision internationale du **WALL STREET JOURNAL**.

OFFRE RÉSERVÉE
AUX LECTEURS DE L'OPINION

Abonnez-vous
pour
19 €90
/mois
seulement

L'offre numérique de l'Opinion

Tout le contenu numérique accessible depuis votre ordinateur, smartphone et tablette



L'offre numérique du Wall Street Journal

- Premier quotidien économique et financier au monde.
- Une couverture internationale de l'économie, de la politique et du business
- Une vision internationale de l'actualité : un avantage pour les lecteurs de l'Opinion unique en France.

Pour en savoir plus, rendez-vous vite sur :

www.lopinion.fr/offrenumwsj

L'ancienne première dame a choisi d'entamer sa campagne dans les Etats à l'économie fragile, pour tenter de reprendre la main sur son adversaire républicain

La faiblesse de Clinton face à Trump ? « It's economics, stupid! »

Etats-Unis

« L'accord de commerce et d'investissement USA-UE (TTIP) prend plus d'importance, car il s'agit d'un très grand marché et il a une capacité très significative de faire contre-poids à tout effet négatif qui ressortirait de l'accord qui sera négocié entre le Royaume-Uni et l'UE », expliquait, le 18 juillet, le secrétaire d'Etat américain John Kerry, de passage à Bruxelles. **Une approche qui semble en complet décalage avec la perception qu'en a une bonne partie de l'opinion publique américaine, sensible au discours protectionniste de Trump.**

Claude Leblanc

SI LA CROISSANCE FRANÇAISE a marqué un coup d'arrêt au deuxième trimestre avec une courbe au niveau zéro, celle des Etats-Unis est elle aussi décevante avec une progression de 1,2 % du PIB. Pour le troisième trimestre consécutif, elle se montre poussive et traduit un ralentissement de l'activité, comme le pays n'en avait pas enregistré depuis 2009. Ces statistiques, que certains économistes tentent de minimiser en prévoyant un rebond de l'économie au second semestre, arrivent au mauvais moment, en particulier pour Hillary Clinton. La candidate officiellement investie la semaine dernière a jusqu'à présent salué le rétablissement économique du pays sous la présidence de Barack Obama, tandis que son adversaire ne cesse de répéter que la situation est « épouvantable » et que les Etats-Unis pourraient prochainement connaître « une récession importante ». Les mauvais chiffres de vendredi ont été complétés par une révision à la baisse de la croissance au premier trimestre ramenée à 0,8 % contre 1 % annoncé initialement.

Comme le montrent plusieurs sondages, une majorité d'Américains estime que Donald Trump est bien plus capable qu'Hillary Clinton de « gérer les questions économiques ». La différence est nette entre les deux candidats et pourrait avoir un impact très important sur l'issue du scrutin en novembre si le sentiment d'une Amérique en panne vient à s'imposer dans les têtes des électeurs. Bon nombre d'entre eux (71 %) estiment déjà que l'économie ne bénéficie qu'à certaines catégories de personnes. S'ils constatent que la tendance générale est négative, il est peu probable qu'ils se mobilisent pour une candidate dont le discours économique semble bien plus compliqué que celui du républicain qui « veut rendre sa grandeur à l'Amé-



SIPA PRESS

Hillary Clinton est partie à la reconquête de l'électorat dont elle s'était coupée et qui soutient aujourd'hui Donald Trump, comme dans cette usine de câble en Pennsylvanie, le 30 juillet.

rique ». Ne pas avoir un discours clair sur ce sujet extrêmement important risque en définitive de lui coûter très cher. « Il est juste de dire que mon projet économique est très détaillé et varié car nous faisons face à des difficultés complexes qui exigent des réponses sérieuses », expliquait-elle récemment dans les colonnes du Washington Post.

Cinquième roue du carrosse. Cette approche, toute raisonnable qu'elle soit, ne semble pas aujourd'hui adaptée aux attentes des électeurs, en particulier ceux qui ont le sentiment d'être la cinquième roue du carrosse. Ces derniers ont besoin d'être rassurés avec des paroles simples qui emporteront leur adhésion. Hillary Clinton n'y est pas encore parvenue. Avec des indicateurs aussi peu encourageants que ceux du moment, l'avantage n'est clairement pas dans le camp démocrate. Il est donc aisé pour Donald Trump de s'emparer du sujet et de reprendre à son compte les craintes des Américains devant les perspectives de leur économie. Pour reprendre la main, la candidate démocrate va devoir « radicaliser » son approche, notamment sur les traités de libre-échange à l'égard desquels elle est beaucoup moins tranchée que son adversaire, dont les formules à l'emporte-pièce font mouche. C'est ce qui lui a permis de s'imposer dans la course à l'investiture républicaine de-

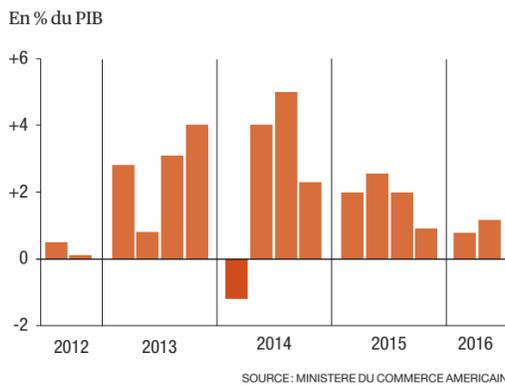
vant des candidats « classiques » au discours tout aussi flou que celui d'Hillary Clinton.

Le documentariste Michael Moore, que l'on ne peut pas taxer d'être un pro-républicain, détaillait, le 23 juillet, dans un texte publié sur l'Huffington Post, « les cinq raisons pour lesquelles Trump va gagner ». En mettant surtout l'accent sur les aspects économiques, il rappelle avec justesse comment le discours du milliardaire a mis hors jeu ses concurrents en particulier dans les Etats de la région des Grands Lacs (Michigan, Ohio, Pennsylvanie et Wisconsin), touchés par l'affaiblissement de leur base industrielle, et comment il arrivera de nouveau à les gagner face à Hillary Clinton. « Ce clown à temps partiel et sociopathe à temps plein va devenir notre prochain président », ajoutait celui qui, en 2015, prédisait que Trump serait le candidat républicain quand la plupart des observateurs pensaient qu'il ne tiendrait pas la distance face à ses concurrents traditionnels.

En appuyant là où l'Amérique a mal, Donald Trump entretient les peurs au sein d'une partie de l'opinion publique qui ne voit pas quelles solutions Hillary Clinton est en mesure d'apporter. Plusieurs études montrent que le candidat républicain a réussi à conquérir cet électorat qui se sent « fragilisé » et se retrouve dans ses violentes diatribes. Il exprime leur colère et réussit pour l'instant à la canaliser en sa faveur. Voilà pourquoi sa rivale démocrate a entamé dès la fin de la convention démocrate une tournée en Pennsylvanie et dans l'Ohio pour tenter de reprendre langue avec un électorat à qui « les démocrates n'ont pas assez parlé », reconnaissait, le 27 juillet, le vice-président Joe Biden.

@japonline

Evolution de la croissance américaine



SOURCE: MINISTÈRE DU COMMERCE AMÉRICAIN

La start-up spécialisée dans la recherche en ligne devrait dépasser 10 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2016

Algolia ou le marathon de la milliseconde

#Pépité

Start-up française devenue américaine, Algolia compte 1600 clients dans le monde. Ils utilisent sa technologie pour proposer des moteurs de recherche pertinents. **L'entreprise réalise 60 % de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis et connaît une croissance sans précédent.** Preuve que sur le marché de la recherche en ligne, Google et Amazon ne sont pas les uniques mercenaires.

Hugo Sedouramane

LE MARCHÉ DE LA RECHERCHE EN LIGNE se compte en milliards de dollars, et Google n'est pas l'unique acteur à en profiter. À l'origine française, puis devenue américaine, la start-up Algolia mesure l'ampleur de l'opportunité. « Nous proposons un moteur de recherche en tant que service pour des clients qui ont des sites ou des applications », explique Julien Lemoine, cofondateur de la société avec Nicolas Dessoigne. Qu'il s'agisse de Viadeo ou de Persicope, déjà 1600 d'entreprises utilisent Algolia pour optimiser leurs moteurs de recherche.

Selon nos informations, la société, qui discute ses premiers contrats en millions de dollars, devrait réaliser plus de 10 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2016. Elle compte actuel-

lement 35 employés, dont 15 aux Etats-Unis, et prévoit d'embaucher entre 30 et 50 nouvelles recrues d'ici fin 2016. Concurrente d'Amazon Cloud Search, la start-up a été lancée en 2012 et a depuis levé 22 millions de dollars, notamment auprès de l'Américain Accel Partners. Algolia a perdu sa nationalité française car elle est passée par le Y Combinator, l'accélérateur de start-up le plus réputé de la planète, qui demande à ses poulains de devenir américains.

Optimiser le stockage d'information.

Algolia, qui compte des serveurs répartis dans 36 data-centers sur la planète, a pour mission de limiter les interactions entre l'homme et les machines. Par exemple, un site est pénalisé quand un utilisateur tape un mot-clé erroné comme « caouette » et que l'interface lui répond « voulez-vous dire « cacahuète » ? ». « On se bat sur des millisecondes et notre métier est d'optimiser la manière de stocker les informations. Si jamais nos systèmes ont une minute d'arrêt, on promet à nos clients de leur rembourser 1000 minutes », poursuit Julien Lemoine. « Un moteur de recherche doit automatiquement suggérer des mots pertinents et être capable de faire le lien avec les produits les plus vendus sur son site ou l'historique de navigation de l'utilisateur. C'est un savant mélange de pertinence sémantique et de spécificités métier en fonction des

secteurs d'activité. » La performance d'Algolia tient à un fort savoir-faire en intelligence artificielle : sa capacité en traitement du langage fait la différence. Dans le jargon, on parle de NLP, pour « natural language processing ». « À la différence d'autres acteurs, on essaie d'avoir une approche dite « white box », c'est-à-dire que l'on explique ce que l'on fait technologiquement dans le détail », explique Julien Lemoine. Car l'autre approche, dite « black box », a ses limites : il y a toujours un cas où le système ne fonctionne pas et les clients n'ont dans ce cas aucun moyen de savoir d'où proviennent les erreurs. « Nous utilisons les réseaux de neurones artificiels sur certains clients qui ont des volumes monstrueux de données, et dont les systèmes opèrent des centaines de millions de recherches par jour. L'idée est donc de créer de la connaissance autour de ces données, et d'améliorer la pertinence des suggestions et des réponses. »

Directeur technique d'Algolia, Julien Lemoine supervise la sortie de nouveaux produits, comme dernièrement la capacité du moteur à faire des recherches sur des lieux, de quoi améliorer la saisie sur des plateformes comme Airbnb ou Uber. « On a développé un moteur d'adresses et de villes ; tout l'enjeu est concentré sur la pertinence, et donc notre capacité à gérer les données manquantes », explique l'entrepreneur.

@Indixit

Historiques Jean-Baptiste Noé

Hayek et la route de la servitude



POURQUOI NE PAS PROFITER de l'été pour relire les classiques du libéralisme, et notamment *La route de la servitude* de Friedrich Hayek (1899-1992) ? Paru en 1944, ce livre est un hymne à la liberté et à l'initiative privée contre les tendances collectivistes des Etats. Hayek met en garde les démocraties qui luttent contre les régimes totalitaires en leur démontrant que les idées socialistes qu'elles professent sont les racines mêmes du totalitarisme qu'elles combattent. Reprenant une grande partie de la pensée libérale, il met en exergue le lien entre liberté économique et liberté politique. Si un Etat interfère dans la vie économique en introduisant du collectivisme, alors cela ne peut qu'aboutir également au collectivisme politique.

Hayek défend la notion d'individualisme fondamental, qui n'est pas l'égoïsme, et qui va à l'encontre du collectivisme. La société individualiste est une société de concurrence. Cela engendre forcément de l'insécurité, parce que la concurrence permet à certains de progresser plus que d'autres. Toute concurrence engendre du risque, ce qui fait la saveur de la vie, et du bénéfice, qui est le salaire du risque. À l'inverse, les sociétés planifiées ont éliminé toute concurrence et tout individualisme, puisque règne le collectivisme. Les hommes peuvent penser que ce type de société est plus sûr, parce que le risque a été éliminé, sauf que l'absence de liberté économique engendre la coercition et la dictature du décret et de la norme. Hayek démontre très bien que dans ce type de société, les hommes ne sont plus que des pions et des chiffres ; non plus des individus, mais des numéros. La sécurité est donc elle-même détruite, puisque les hommes sont devenus des esclaves.

Immoralité du collectivisme.

On accuse souvent le capitalisme d'être immoral. Or c'est exactement l'inverse, nous dit Hayek, c'est le collectivisme qui est fondamentalement immoral. Car l'homme n'étant plus qu'un pion, il est forcé d'obéir aux ordres. D'autre part, la nationalisation de l'économie aboutit à la nationalisation de la pensée. Désormais, le monde intellectuel lui-même est régi par l'Etat et par les décrets. La pensée libre disparaissant, c'est la notion même de vérité qui disparaît. Le monde devient relativiste : la vérité étant dans la loi et le décret, toute nouvelle norme peut en changer le sens. Toute pensée qui exprimerait des doutes sur la réussite d'une politique est alors vue comme un acte de sabotage devant être réprimé.

La coercition devient la norme des sociétés planifiées ; Hayek démontrant là que les atteintes aux personnes ne sont pas un accident des régimes totalitaires, mais consubstantiels à leur existence. Dans un chapitre devenu classique, « Les racines socialistes du nazisme », l'auteur autrichien montre comment la haine du libéralisme est à l'origine de la naissance et de la victoire du NSDAP en Allemagne. Loin d'être les suppôts du capitalisme, les nazis en sont les adversaires les plus ardents. Mais le danger n'est pas que chez les autres. Hayek s'inquiète du rapport Beveridge déposé en 1942 qui prône un Etat providence au nom de la sécurité des peuples. Il voit dans ce planisme naissant en Angleterre un danger tant politique qu'économique et moral qui se développe au sein même des peuples occidentaux. La route qui mène à l'esclavage peut se construire chez ceux-là mêmes qui croient lutter pour la liberté.

@jbnoe78

Le guide des nouvelles haines (3)

Qui se ressemble se déteste

Anciens collègues et amis devenus concurrents, Cyril Hanouna et Arthur s'affrontent depuis plusieurs années. Une obsession commune: les audiences de l'autre



SIPA PRESS / MONTAGE LAURE GIROS

L N'Y A PAS EU MATCH. La formule s'applique parfaitement au dernier duel en date entre Cyril Hanouna et Arthur. L'animateur de « Touche pas à mon poste » n'a fait qu'une bouchée du 5 à 7 de son rival, supprimé de la grille de TF1 une semaine avant la date prévue; l'émission a terminé sur un score de 937 500 téléspectateurs, soit un tout petit 10,3% de part de marché. Deux fois moins que la même tranche horaire avant son arrivée. TF1 ne prolongera pas l'expérience à la rentrée. Cyril Hanouna, lui, a achevé sa saison sur une moyenne de 1,5 million de personnes, en progression de 18% par rapport à l'année précédente. Pour Arthur qui pensait venir empiéter sur le terrain de son ancien stagiaire, c'est un échec.

Les deux animateurs-producteurs sont de vieilles connaissances. Le plus âgé, Arthur, a été un des premiers à donner sa chance à celui qui est depuis devenu la star de D8. Une relation mentor-débutant qui explique en partie la tension latente qui perdure entre les deux hommes. « Ils se ressemblent énormément, observe-t-on dans l'entourage d'Hanouna. Ils sont les seuls dans le PAF à animer et produire des talk-shows, à créer des concepts et à décliner leurs marques comme on le fait avec du Coca-Cola ».

A une différence près : parfaitement en phase avec son époque, Hanouna draine une communauté de fans qui échappe totalement à son ancien patron. Avec 3,7 millions de followers sur Twitter contre 1,7 pour Arthur, il peut d'un message provoquer un raz de marée dans le Landerneau médiatique. Une puissance dont il use, et parfois abuse, au gré de ses humeurs.

En compétition, les deux chefs d'entreprise laissent toutefois rarement entrevoir la férocité

de leur duel. Dans le show business, il faut éviter d'afficher ses fâcheries. Moment rare, il y a trois ans, sur le plateau de iTélé, les deux hommes se taclent pourtant froidement. « Tu devrais apprendre à fermer ta gueule car tout ça va un jour se retourner contre toi », lance Arthur face à un Cyril Hanouna visiblement décontenancé. « Ferme-là un peu », ajoute ensuite le présentateur des « Enfants de la télé ». Le tout le sourire aux lèvres et en se disant pas fâchés le moins du monde.

« Des chamailleries », ironise un proche d'Arthur. « En ce moment, ils s'ignorent et ne se parlent pas, mais ça peut revenir. Avec eux, c'est une sorte de concours de bite. » Car si Arthur

Prudent, Arthur n'a pas pris la relève de Laurent Ruquier sur Europe 1. Hanouna, lui, a fait le forcing pour récupérer la tranche. « Il a cru en sa bonne étoile, sous-estimant l'importance de la tâche »

a raté le pari que lui a fixé TF1 pour sa case du 17-19 heures, Cyril Hanouna a, lui aussi, lourdement chuté, sur Europe 1. Et si sa mission était quasi impossible - compenser le départ vers les « Grosses têtes » de RTL de Laurent Ruquier dont les audiences étaient plus hautes que jamais -, l'échec a eu des conséquences sur l'ensemble de

la grille de la station. Au point que, selon Arthur, Europe 1 l'aurait sollicité « à plusieurs reprises » pour reprendre la case... Une version démentie au sein du groupe Lagardère, propriétaire de la radio.

Arthur et Europe 1 se connaissent très bien, l'animateur y ayant présenté durant quatre ans « Arthur et les pirates » au début des années 1990. Et, si des discussions ont bien lieu pour lui proposer la succession de Ruquier en septembre 2014, Arthur joue alors la prudence et passe son tour. « Il savait que la case allait forcément s'effondrer et qu'il n'avait aucun intérêt à aller dans cette galère », raconte un bon connaisseur de la station. Hanouna, lui, fait au contraire le forcing pour récupérer cette tranche. « Il a cru en sa bonne étoile, confie la même source.

Bercé par les louanges que tout le monde lui dressait à Europe, il a sous-estimé l'importance de la tâche ». L'émission vient d'être arrêtée après deux saisons et ce n'est pas Arthur qui prendra le relais mais Alessandra Sublet.

Celui qui se faisait appeler il y a longtemps « l'animateur le plus con de la bande FM » pensait être en direct sur TF1 à la rentrée. Les mauvais résultats de son 5 à 7 ont changé la donne. Au passage, Arthur était allé débâcher Cédric Knefo, ex-producteur artistique et rédacteur en chef de « Touche pas à mon poste » (l'émission qui a fait exploser Hanouna du D8). L'échec de l'émission de TF1 était non seulement commenté tous les matins par Jean-Marc Morandini, collègue d'Hanouna sur Europe 1 et allié de circonstance, mais également le soir sur D8 par la bande de chroniqueurs - au moins lors des débuts -, « ensuite Cyril a donné la consigne de ne pas tirer sur l'ambulance », assure un membre de l'équipe.

Avec l'été, le calme est momentanément revenu entre ces deux supermen du PAF. « Arthur est déjà passé à autre chose, promet un proche. Il a vingt-cinq ans de carrière derrière lui, il ne court pas dans la même catégorie qu'Hanouna qui s'agit dès qu'il voit un concurrent. » Reprise des hostilités à la rentrée.

Cyril Lacarrière
@cy_lacarrière

Mardi
Martine Aubry - Patrick Kanner

Meilleurs ennemis

Pendant des décennies, la France a vécu au rythme de la détestation entre François Pinault et Bernard Arnault, entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, entre Thierry Ardisson et Marc-Olivier Fogiel... Petit guide des haines politiques, économiques, médiatiques ou intellectuelles des années 2010.

Dans l'ombre de Mao



13. Le premier sera le dernier

Alors qu'on s'apprête à célébrer le 40^e anniversaire de la mort de Mao, le président chinois Xi Jinping est de plus en plus comparé au Grand timonier. Mais comparaison est-elle raison ?

DANS L'HISTOIRE de la République populaire de Chine (RPC), il est impossible de dissocier Mao Zedong de son Premier ministre Zhou Enlai, collaborateur zélé, qui n'a jamais prononcé un mot de trop à l'encontre du Grand timonier. En se comportant de la sorte, il a contribué à la création d'un système totalitaire dont il a été une des victimes.

Son décès, le 8 janvier 1976, sonne le glas de la Révolution culturelle. C'est dans la mort qu'il s'oppose en définitive à Mao qui n'a pas assisté à ses funérailles. La population trouve dans le deuil du regretté chef du gouvernement un moyen de manifester sa lassitude après une décennie de chaos. « L'ère du Qin Shihuang moderne est révolue », peut-on lire, quelques semaines plus tard, sur des banderoles, en référence au premier empereur qui unifia la Chine au III^e siècle avant J.-C. Mao Zedong sent que le vent tourne. La peur s'empare de lui. Huit mois plus tard, le fondateur de la RPC décède à son tour.

L'homosexualité, « péché contre le socialisme ». Beaucoup s'interrogent sur les raisons qui ont conduit Zhou Enlai à être si prudent à l'égard du Grand timonier. Auteur de *La Vie sentimentale secrète de Zhou Enlai*, Tsoi Wing-Mui, journaliste et ex-rédactrice en chef d'un magazine libéral hongkongais, explique ce comportement par sa probable homosexualité. La découverte de celle-ci par Mao, alors qu'il s'agissait d'un « péché contre le socialisme », aurait amené Zhou Enlai à ne jamais prendre part aux tentatives pour l'éclipser.

Il a tout de même soutenu Deng Xiaoping, tout en l'encourageant à la prudence. On a pu croire que la fonction de Premier ministre s'était améliorée après la mise en œuvre de la politique d'ouverture à partir des années 1980. Avec comme ligne directrice le consensus entre les factions au sein du bureau politique du Parti communiste, un certain équilibre a été trouvé entre le Président et le Premier ministre, offrant une certaine stabilité à l'exécutif.

Avec Xi Jinping à la tête du PCC et de l'Etat, les choses sont en train d'évoluer. La concentration des pouvoirs entre les mains du Président qui rappelle, à bien des égards, celle en vogue sous Mao pourrait aboutir à un déséquilibre susceptible de provoquer une crise. En effet, après avoir fait tomber ses rivaux comme Bo Xilai ou encore Zhou Yongkang, le numéro un chinois s'en est pris récemment aux proches de son prédécesseur Hu Jintao, dont l'influence reste forte au sein du bureau politique. Il est notamment l'un des principaux soutiens du Premier ministre Li Keqiang.

Depuis plusieurs mois, on constate une prise de distance entre les deux principaux personnages de l'Etat. Dans le domaine économique, Xi Jinping prend souvent des positions contradictoires avec celles du chef du gouvernement. Il se murmure désormais que ce dernier, qui devait rester en poste jusqu'en 2022, pourrait être amené à quitter son poste pendant le Congrès du PCC l'an prochain. De quoi alimenter l'inquiétude au moment où la Chine cherche un second souffle.

Claude Leblanc
@Japonline

Mardi
Les gars de la marine

Vona, admirateur de l'uniforme et de l'islam

Les fachos 2016

3. HONGRIE La crise migratoire a relancé en Europe, une extrême droite qui avait déjà le vent en poupe. La détestation de l'UE et le rejet des partis traditionnels font prospérer des formations mêlant nationalisme, souverainisme et xénophobie. Au prix, parfois, d'une résurgence des pires idéologies du siècle dernier. Galerie de portraits.

Jean-Dominique Merchet

SI VOUS TROUVEZ que le Premier ministre hongrois Viktor Orban flirte avec les idées d'extrême-droite, c'est que vous ne connaissez pas ses opposants du Jobbik (prononcez « Yob-bique »). Voilà de vrais fachos, chimiquement purs. Du style à considérer que le Front national ou le FPÖ autrichien sont des « partis sionistes » et à parader en uniforme...

Un groupuscule néonazi ? Pas du tout : le Jobbik a obtenu 20,22% des voix lors des législatives de 2014 sur la liste nationale, mais le scrutin par arrondissement a limité l'ampleur de son succès (23 élus sur 199). En 2015, lors d'une élection partielle, il est ensuite et pour la première fois parvenu à faire élire un député dans une circonscription. Alors que la gauche hongroise est très affaiblie, l'extrême-droite s'impose comme une force d'opposition au pouvoir national-conservateur en vue des élections de 2018. À 38 ans, le président du Jobbik, Gabor Vona, est

l'un des créateurs du parti en 2002, fondé à partir d'une organisation étudiante.

Au travers du succès du Jobbik, la Hongrie revit ses années 1940, lorsque le parti des Croix fléchées, pro-nazi, s'opposait au régime réactionnaire de l'amiral Horthy, au point de le renverser quelques mois avant la fin de la Seconde guerre mondiale. Dans leur ouvrage *Les droites extrêmes en Europe* (Seuil, 2015), Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg reconnaissent que le Jobbik « renvoie à l'héritage des Croix fléchées ». Le programme du parti est édifiant : il dénonce péle-mêle « le grand capital international, l'UE, le FMI, l'expansionnisme israélien » ou « la criminalité tzigane ». Le Jobbik rêve de rétablir la Hongrie dans ses frontières « historiques » d'avant le traité de Trianon (1920) en reprenant, par exemple, des territoires aujourd'hui roumains ou slovaques.

Touranisme. Mais au sein de la galaxie bien fournie de la droite radicale européenne, le Jobbik développe une position originale : c'est un parti anti-occidental et pro-musulman. Certes, pas plus que le Premier ministre Viktor Orban, il ne souhaite accueillir des réfugiés, mais le Jobbik développe une philosophie politique particulière, le touranisme. Cette idéologie s'inspire des origines orientales des Magyars, qui parlent une langue finno-ougrienne.

Dans un entretien à la revue *Politique internationale*, un dirigeant du parti, Marton Gyöngyösi, expliquait en 2011 que « les traces de notre culture, de nos traditions, de nos mythes,

de notre langue et les dernières découvertes de la recherche génétique nous ramènent vers cet Orient d'où sont venus nos ancêtres. C'est pourquoi la Hongrie doit resserrer ses liens avec ces nations. Les principaux alliés stratégiques de la Hongrie devraient être la Turquie, la Chine, l'Iran, la Syrie, le Kazakhstan, la Russie et le monde arabe ».

Une Hongrie alliée à l'Orient contre les États-Unis, l'Europe occidentale... et Israël. Gabor Vona, ne cache pas son admiration pour l'islam, « dernier espoir de l'humanité » face à la décadence d'un Occident miné par le mariage gay ou l'influence juive. L'antisémitisme du Jobbik s'exprime quasi ouvertement, au-delà d'un antisémitisme radical. Ses dirigeants ont ainsi proposé de ficher les citoyens hongrois possédant la double nationalité israélienne, pour des raisons de « sécurité nationale ». Le Jobbik s'était même doté d'une force paramilitaire, la Magyar Garda, dissoute par les autorités en 2009, mais elle a été reconstituée sous une forme plus discrète. Lors de l'installation de la nouvelle assemblée, élue en 2014, le député Gabor Vona, avait revêtu l'uniforme et les insignes de la Garda...



Gabor Vona, le leader du Jobbik, formation anti-occidentale

SIPA PRESS

@jdomerchet

Mardi
Gianluca Iannone (Italie)

L'Abécédaire politique de Kak (13/26)

Les inédits du dessinateur de l'Opinion

M comme moonwalk



MARS 2016. LOI TRAVAIL : MARCHE ARRIÈRE TOUTE ! Face à une levée massive de boucliers chez les syndicats, les étudiants et... dans son propre camp, l'exécutif s'annonce prêt à de nombreuses concessions sur le projet de loi El Khomri.



Du nouveau sur le pet directionnel du hareng

CHAQUE JOUR, C'EST LA MÊME CHOSE. Le bruit diffus venu du fond de la mer commence après le coucher du soleil, dure quelques heures puis s'arrête et recommence à l'aube. On a longtemps cherché l'origine de ce bruit et les questions se sont accumulées dans la communauté des biologistes marins : activité sismique ? Chant des baleines ? Vibration des navires ? Une théorie innovante tient désormais la corde : le pet de poisson, ou plutôt le « fast repetitive tick » (FRT) en langage technique.

D'énormes nuages de petits poissons, qui se cachent le jour, viennent plus près de la surface pendant la nuit et la somme de leurs pets serait la cause du bourdonnement décelé dans la zone dite « mésopélagique », c'est-à-dire à une profondeur comprise entre 200 et 1000 mètres de profondeur. Multiplié à l'infini quand les poissons se déplacent en nombre, le bruit en dit long sur les déplacements des animaux.

Retrouvez l'ensemble de la série *Quand la science dérape en thriller* sur l opinion.fr (premiers épisodes en accès libre)



La théorie est sérieuse : les poissons émettent du gaz lorsqu'ils changent de profondeur au sein de la colonne d'eau. Le gaz provient d'une vessie, située à l'intérieur du poisson et qui contrôle sa flottabilité : la vessie natatoire. Le tube digestif des poissons produit des gaz qui sont évacués d'une manière particulière. Les pets des poissons, comme leurs déjections, sont emballés dans une enveloppe gélatineuse avant d'être évacués. Il en résulte une capsule fécale qui est souvent réingurgitée, les poissons étant coprophages.

La plupart des requins ajustent leur flottabilité grâce à leur squalène, une graisse de haute densité. Le requin taureau, *Eugomphodus taurus*, lui, a maîtrisé la technique du pet comme dispositif complémentaire. Il vient en surface, avale de l'air, puis l'expulse par l'anus, dans une quantité calibrée en fonction de la profondeur à laquelle il souhaite évoluer.

La vessie natatoire est un organe aussi essentiel que le système vestibulaire de l'oreille interne pour l'homme. A part ceux

Les troubles de la vessie natatoire peuvent être très graves. Ils empêchent le poisson de se maintenir entre deux eaux : il flotte en surface, se balance de gauche à droite, nage avec un angle de 45° ou à l'envers, coule comme une pierre

des espèces les plus primitives, la plupart des poissons osseux en sont munis. C'est une glande génératrice ou absorbante de gaz qui entre en action dès que la pression dans la vessie est différente de la pression extérieure, comme un ballast. Elle s'arrête dès qu'il y a équilibre. Le poisson n'a aucun effort à faire pour se stabiliser, c'est la vessie qui maintient une flottabilité neutre. Le poisson n'a qu'à orienter son gouvernail de profondeur (ses nageoires latérales) pour monter ou descendre. Il est toujours en équilibre.

Les poissons qui sont dépourvus de vessie natatoire sont handicapés. Les thons, par exemple, nagent continuellement. Les soles, les blennies et les gobies sont posés sur le fond. Les requins et les raies ont un foie surdimensionné, riche en huile, dont la flottabilité ne compense qu'en partie le reste du poids de leur corps : ils sont donc également condamnés à nager continuellement, sinon ils coulent lentement. Les troubles de la vessie natatoire peuvent être très graves. Ils empêchent le poisson de se maintenir entre deux eaux : il flotte en surface, se balance de gauche à droite, nage avec un angle de 45° ou

à l'envers, coule comme une pierre.

La preuve par le pet est venue récemment à l'issue de l'une des premières missions océanographiques d'un « planeur » sous-marin autonome, commanditée par l'Université de Floride du Sud. Les résultats ont dépassé les espérances. Pendant une semaine, à la manière d'un drone, l'appareil a parcouru les eaux du secteur oriental du Golfe du Mexique, le long du plateau de Floride. Objectif : enregistrer, à l'aide d'un microphone embarqué, les bruits émis par les poissons, au rythme d'un échantillon de 25 secondes capté toutes les 5 minutes. But scientifique : utiliser cette cartographie sonore pour mieux situer les différentes espèces de poissons présentes dans la baie et mesurer la température et la salinité de l'eau de mer, ainsi que la profondeur.

Sur 30 000 espèces de poissons, moins d'un millier est répertorié à ce jour. Les scien-

Les flatulences ont pour vocations essentielles la communication et l'orientation.

Le hareng ne pète que dans l'obscurité, quand il n'existe pas d'autre moyen de se repérer

tifiques ont comparé leurs enregistrements sonores avec les bruits de différentes espèces connues. Ils en ont déduit que les mérous nègres et les poissons crapauds sont les plus nombreux dans la baie. Chaque pet a sa signature. Unique.

Le pet du hareng peut expliquer comment ces poissons arrivent à se déplacer en groupe sur les hauts-fonds dans l'obscurité. Les poissons utilisent les hautes fréquences pour communiquer entre eux. Ils appellent leurs partenaires potentiels au moyen de grognements et de bourdonnements très faibles produit par leur « vessie natatoire ».

Plusieurs conclusions sont déjà disponibles. Contrairement à un pet humain, les sons ne sont pas causés par les gaz digestifs car le nombre de sons ne change pas lorsque les poissons sont nourris. De même, les chercheurs ont établi qu'il ne s'agissait pas d'un pet de peur, genre cri d'alarme. Ils ont exposé les poissons à une odeur de requin et le nombre de pets est resté stable. Cela confirme que les flatulences ont pour vocations essentielles la communication et l'orientation. D'ailleurs, il apparaît que le hareng ne pète que dans l'obscurité, quand il n'existe pas d'autre moyen de se repérer. Il ne dégaze toutefois qu'avec prudence, sur des fréquences spécifiques que ses prédateurs n'entendent pas. A condition de bien écouter, le hareng peut être suivi à ses FRT aussi précisément que les baleines et les dauphins sont surveillés par leurs cris aigus.

Stéphane Marchand est rédacteur en chef de ParisTech Review

Mardi, début de notre nouvelle série Effet papillon : petite réforme et grand bouleversement



Jean Montaldo, journaliste et écrivain

« Si j'étais un titre ? Le nain féroce »

Au fil des pages

Cet été, une trentaine de personnalités se dévoilent dans un portrait chinois littéraire, façon l'Opinion

Interview Gilles Sengès

Si vous étiez un titre ?

Celui qui me colle à la peau depuis 1982, le nain féroce. Trésorier du PS, André Laignel m'avait intimé l'ordre d'arrêter mes exposés revenant à présenter son parti comme un repaire de prédateurs cyniques et fieffés menteurs. Laignel m'apostropha : « Arrêtez ! Savez-vous qu'au PS, je suis le nain féroce ! » Je lui répondais sur-le-champ : « Non, Monsieur Laignel, le nain féroce, c'est moi. Vous n'êtes qu'un nain sectaire ! »

Si vous étiez un incipit ?

Celui de Jean-Jacques Rousseau dans *Les Confessions* (*Correspondances*, 1782) : « Je forme une entreprise qui n'eut jamais d'exemple et dont l'exécution n'aura point d'imitateur. Je veux montrer à mes semblables un homme dans toute la vérité de la nature ; et cet homme ce sera moi. »

Si vous étiez un mot ?

« Ame ». Car né Homme, créé à l'image de Dieu, je me sais destiné à survivre dans l'éternité soumise à sa volonté.

Si vous étiez un auteur ?

Forcément, Jean Montaldo.

Si vous étiez une ponctuation ?

À l'écrit, comme à l'oral, les points de suspension sont à l'humaniste ce que le coup de coude dans le dos est à la canaille... le plus souvent tentée de vous planter sa dague entre les deux virgules inversées de vos omoplates.

Si vous étiez un personnage de roman ?

Don Quichotte. Selon Cervantes, mon maître en journalisme et aventures ludiques, « la plume



SIPA PRESS

est l'interprète de l'âme : ce que l'une pense, l'autre l'exprime ».

Si vous étiez un livre de chevet ?

L'apocalypse de Jean.

Si vous étiez un best-seller ?

Mitterrand et les 40 voleurs, avec la satisfaction d'être la seule personne qui puisse vivre honnêtement et même s'enrichir de la corruption.

Si vous étiez une chute ?

François Hollande, ce qu'à Dieu ne plaise ! Ce qui reviendrait à me faire tomber bien bas : nain féroce, certes, mais pas nain à ce point !

Si vous étiez un prix littéraire ?

L'un des deux Goncourt de Romain Gary, écrivain exemplaire au côté duquel je déjeunais régulièrement chez Lipp, admirant son élégance et sa splendide solitude... sans jamais pouvoir lui parler.

@Gillesengès

Les Confessions de la Chancelière

Le feuilleton de l'Opinion

Episode 13. Les hackers de Berlin. « Ils s'apprêtaient à publier des centaines de messages secrets émanant du Kremlin. L'impact du "Putinleaks" allait être phénoménal »



Sipa Press / Laure Giros

Francfort, mercredi 15 mars, 12h30

La Grande Catherine, qui fut impératrice de toutes les Russies au XVIII^e siècle, est mon modèle secret. Elle ne s'en laissait pas compter par les hommes. Elle savait ce qu'elle voulait et elle savait l'obtenir. Depuis que je suis arrivée à la chancellerie fédérale en 2005, j'ai posé son portrait sur ma table de travail. Elle est une inspiratrice pour les temps difficiles. On m'a comparée à Indira Gandhi, à Margaret Thatcher, à Golda Meir, à Mère Teresa... Mais Catherine II est la seule avec laquelle j'accepte volontiers d'être rapprochée. Elle n'était pas seulement une meneuse d'hommes. Elle les croquait aussi. Elle a eu nombre d'amants. Ça m'a toujours fait rêver. J'apprécie ce côté très sexué chez une femme de pouvoir, moi qui souffre plutôt d'un corps qui m'encombre, d'une silhouette massive et d'une allure gauche.

La Grande Catherine, en 34 ans de règne, a imprimé sa marque sur son époque. J'en suis loin. J'aimerais tant pouvoir être fière du bilan que je laisserai à la postérité après toutes ces années à la chancellerie fédérale. Je n'ai aucune vanité personnelle mais j'apprécie le travail bien fait, les objectifs remplis, les missions accomplies. La mienne est encore un vaste chantier. Jusqu'à présent, je me voyais comme la chancelière de la prospérité économique et du juste milieu politique, de la restauration d'une certaine normalité allemande en Europe, de la transition digitale aussi.

Je réalise, après tous les événements dramatiques de ces derniers mois, que ma tâche est tout autre. Et bien plus compliquée. Je dois aider à l'accouchement de l'Europe nouvelle, celle qui va unir nos forces pour préserver nos vieilles nations, celle qui va empêcher que le grand désordre du monde emporte encore une fois notre chère civilisation. Celle qui doit faire en sorte que les dirigeants « décomplexés » d'aujourd'hui, adeptes de l'autoritarisme et du populisme, se soumettent aux règles de la coexistence pacifique, de la démocratie et de l'état de droit.

Nous assistons impuissants au retour du nationalisme, à la quête identitaire comme fondement de la politique, au mépris des institutions, à la négation des valeurs des Lumières que Catherine II admirait tant, à l'effondrement du système international créé par les Occidentaux dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Les gou-

vernants sont désemparés, les citoyens perdent confiance. Je crains de ne pas être à la hauteur.

Une fois déjà, mon côté casanier m'a fait manquer une occasion historique. C'était le 9 novembre 1989. J'habitais un tranquille deux pièces sur cour au 104 Schönhauser Allee à Berlin, tout près du Mur. Assise dans mon sofa, j'ai vu à la télévision un apparatchik communiste annoncer que le Politburo autorisait les Allemands de l'Est à se rendre à l'Ouest, sans autorisation préalable. Au lieu d'aller me mêler à la population en liesse, je me suis rendue comme tous les jeudis soir au sauna, pour ma séance de transpiration hebdomadaire. C'est ainsi que j'ai loupé l'événement qui a fait basculer le destin de l'Allemagne et de l'Europe: la chute du Mur de la honte.

Dans la tête d'Angela M.

Nous sommes en 2017, année électorale en France comme en Allemagne. La crise financière bat son plein en Italie, la crise sociale française redouble, le référendum sur le Brexit distille toujours plus d'effets délétères, Donald Trump a été élu à la Maison Blanche... Dans un monde chaotique, Angela Merkel nous raconte comment elle lutte pour maintenir la cohésion de l'Europe, et assurer sa réélection. C'est notre fiction politique de l'été.

« Chère Angela, je suis soulagée de pouvoir enfin vous parler. Hier soir lorsque je suis sortie du bloc, on m'a mis dans une salle de réanimation où était alitée une journaliste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Elle aussi avait été blessée dans l'attentat. Quand elle a su qui j'étais, elle m'a raconté qu'elle faisait partie d'un réseau de médias européens qui travaillaient sur la Russie.

- Que vous a-t-elle dit ?
- Qu'ils ont découvert un monstrueux complot du Kremlin contre l'Europe. Il vise d'abord à faire éclater l'Union européenne en détruisant la zone euro, et ensuite à reconstituer le glacis est-européen qui fut celui de l'Union soviétique. Encouragé par le dédain de mon mari vis-à-vis de

l'Europe, rendu euphorique par les victoires en chaîne des populistes sur le continent, Poutine prépare l'invasion de la Lettonie et des autres Pays Baltes. Ces journalistes croient savoir que l'attentat qui a visé Mario Draghi était commandité par Moscou et qu'il pourrait être le premier d'une série.

- Avez-vous mis votre mari au courant ?
- Je lui ai téléphoné cette nuit. Il était choqué. Il est à l'heure qu'il est dans l'avion pour Francfort. Il doit atterrir d'un moment à l'autre. »

Je me suis renseignée sur-le-champ auprès de mes conseillers. Ils m'ont confirmé les révélations à venir de la presse. Le réseau « Putinleaks » avait été mis en place secrètement par quelques journaux européens avec l'appui des services britanniques, après l'invasion russe de la Crimée. Ces médias voulaient dévoiler, 250 ans après le règne de la Grande Catherine, les dessous de la nouvelle politique impériale russe. Leur ambition était de révéler des documents originaux sur les visées du Kremlin. Pour cela, ils exploitaient

- Je t'ai parlé l'autre jour de mon projet d'Europe politique. C'est le seul moyen de contrer les ambitions russes. Mais, pour cela, nous devons d'abord sortir de la crise financière. Pour sauver l'Italie et renflouer ses banques, nous avons besoin d'un plan d'urgence d'au moins 2000 milliards de dollars.

- 2000 milliards ? Tu n'y penses pas. Je ne vais pas crever le plafond de la dette américaine comme Barack Obama ! Et puis il me faudrait l'accord du Congrès. Tout ça pour l'Italie...

- Il ne s'agit pas seulement de l'Italie mais de toute l'Europe, Donald. »

Le Président a tourné les talons. Il est entré dans la chambre de sa femme qui gémissait de douleur, défigurée à jamais. Quelques minutes plus tard, il est revenu vers moi, l'air grave.

« Melania m'a convaincu. Je vais solliciter une aide d'urgence du Trésor pour aider l'Europe. Le Congrès va me suivre. Ce sera un second plan Marshall. Nous l'appellerons le plan Trump. Il va marcher, tu verras. En échange, vous devez ac-

Le 9 novembre 1989, je me suis rendue comme tous les jeudis soir au sauna. C'est ainsi que j'ai loupé l'événement qui a fait basculer le destin de l'Allemagne et de l'Europe: la chute du Mur de la honte

les révélations de « lanceurs d'alerte », le piratage informatique et les potentialités du « darknet », l'ensemble de réseaux privés virtuels qui constitue la face cachée d'internet.

Ils aspiraient à répliquer le succès de gens comme Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, et Edward Snowden, qui a dévoilé les turpitudes de la NSA américaine. Mais leur cible était la Russie, pas les Etats-Unis. Le service d'espionnage allemand, le BND, avait apporté son concours. Les hackers berlinois sont réputés pour leur efficacité. Ils s'apprêtaient à publier des centaines de messages secrets émanant du Kremlin qu'ils avaient téléchargés. L'impact du « Putinleaks » allait être phénoménal.

On m'a informé que le Donald venait d'atterrir à Francfort. Il s'est rendu directement à l'hôpital pour rendre visite à son épouse. Je l'ai pris à part pour sonder sa réaction.

« Je m'entends bien avec Vladimir Poutine et je le respecte. Mais je m'opposerai à ce qu'il profite de la situation pour réoccuper une partie de l'Europe.

cepter un nouveau pacte commercial avec nous, qui remette nos relations sur de bons rails. Vous devez prendre en charge votre défense avec la création d'une vraie armée européenne dont vous paierez tous les frais, y compris l'assistance militaire américaine. Pour les institutions, vous prendrez modèle sur les Etats-Unis, avec un vrai fédéralisme. C'est ce que les Américains réclament à l'Europe depuis 60 ans, non ? »

Grâce au talent des hackers de Berlin, j'avais le feu vert pour mon projet d'Europe fédérale. Mario Draghi et Valéry Giscard d'Estaing allaient m'aider à le mettre en œuvre. Mais je n'imaginai pas que le principal obstacle était encore devant moi. Et qu'il allait me faire chuter.

Angela M.

Mardi, dernier épisode
La dérobade